



Les communes autorités organisatrices de l'accueil du jeune enfant

Article 17 de la Loi n° 2023-1196 du 18 décembre 2023 pour le plein emploi
modifie le code de l'action social et des familles – partie législative



Installation du
Service Public de
la Petite Enfance
(SPPE)

Compétences

EPCI ou syndicat
mixte peuvent se
porter autorité
organisatrice

**Communes
< 3500 habitants**

**Communes
> 3500 habitants**

**Communes
> 10 000 habitants**

1 RECENSER

...les besoins des enfants de moins de
trois ans et de leurs familles en matière
de services aux familles ainsi que les
modes d'accueil disponibles sur leur
territoire

Obligatoire sauf si
convention CAF

Obligatoire

*doivent mettre en
place, en plus du
reste, un...*

2 INFORMER

...et accompagner les familles
ayant un ou plusieurs enfants
âgés de moins de trois ans ainsi
que les futurs parents

Obligatoire sauf si
convention CAF

Obligatoire

Relais Petite
Enfance

3 PLANIFIER

...au vu du recensement des
besoins, le développement des
modes d'accueil

Facultative

Obligatoire

Schéma Pluriannuel de
maintien et développement
de l'offre d'accueil

4 SOUTENIR

...la qualité des modes
d'accueil

Facultative

Obligatoire

Relais Petite
Enfance

Financement ?
CAF

Le schéma pluriannuel de maintien et de développement de l'offre d'accueil du jeune enfant

- est établi et périodiquement actualisé par l'autorité organisatrice
- doit être compatible avec SDSF et sa durée d'application doit être cohérente avec celle de ce dernier
- prévoit notamment les modalités de développement quantitatif et qualitatif ou de redéploiement des équipements et services d'accueil du jeune enfant ainsi que le calendrier de réalisation et le coût prévisionnel des opérations projetées. Ces modalités portent notamment sur l'accessibilité financière et géographique de l'offre d'accueil, en particulier pour les familles rencontrant des difficultés du fait de leurs conditions de vie ou de travail, de leur état de santé, d'une situation de handicap ou de la faiblesse de leurs ressources.

AUTORISATIONS	CONTROLES		EVALUATION	MESURES
	Quoi ?	Qui ?		
Création, extension ou transformation doivent avoir un avis favorable de l'autorité organisatrice	Conditions d'installation, d'organisation ou de fonctionnement des EAJE sur les de risques pour la santé, la sécurité, le bien-être physique ou mental ou l'éducation des enfants accueillis.	Département	Tous les 5 ans	Délivrées par le président du CD ou le préfet
	Emploi des fonds des services et des gestionnaires	CAF	Référentiels basés sur la charte d'accueil du jeune enfant	Injonction de mises en conformité
	Personnes morales gestionnaires et services	CNAF	Publication des indicateurs d'activité et de fonctionnement	Désignation d'un administrateur provisoire, interdiction de gestion
En + de celle du Conseil Départemental				Astreinte financière, sanction financière et/ou amende pénale
Accordée pour 15 ans renouvelable	Documents comptables et financiers du service ET du gestionnaire	CAF	Transmission au CD, à la CAF, au préfet et à l'autorité organisatrice	Suspension ou cessation partielle ou totale d'activité
				Fermeture provisoire ou définitive avec perte d'agrément (en cas d'urgence)

Un plan annuel départemental d'inspection et de contrôle des EAJE, de leurs organismes gestionnaires et les personnes morales

- établi conjointement par le représentant de l'Etat dans le département et le président du conseil départemental, en coordination avec les directeurs des CAF.
- présenté annuellement au SDSF
- présenté aux autorités organisatrices
- modalités du plan transmis plus tard par décret